

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

*Vitam impendere vero.*

Du Mercredi, 19 Janvier 1791.

Portrait du sieur Dumousseau, substitut du procureur de la commune. — Honteuses manœuvres du tribunal de police, protecteur des mouchards du maire et du général. — Infernal complot du divin Mottié pour faire égorger par ses satellites à cheval tous les patriotes qui se déclareront pour les écrivains défenseurs de la patrie. — Invitation aux bataillons, amis de la liberté, de voler à leur secours. — Manifeste de l'Ami du peuple, communiqué aux pécores municipaux.

Portrait de Dumousseau, substitut du procureur-syndic de la municipalité parisienne.

Dans votre nº. 336, vous engagiez tous les bons citoyens à vous donner des renseignements sur plusieurs officiers-municipaux, et particulièrement sur le sieur Dumousseau. Voici ce que je sais et ce que je dois vous dire.

206  
105  
400  
200  
300  
100  
300  
100  
1800



Antoine - François - Achard - Marie - Catherine Desmousseau, plus connu comme négociant que comme avocat, est un intrigant, lequel jadis gagnoit sa vie avec des petits bureaux de loteries royale de France et étrangères. Il a été saisi plusieurs fois : mais Mad. de Polignac le protégeoit ; et il s'est tiré de tout. Il étoit intéressé dans tous les privilèges accordés par les ministres qui vexoient le public ; comme les baraques du quai de la ferraille, les parasols, les recéleurs du marché des innocens : il l'est encore dans la nouvelle manière de vuidier les fosses d'aisance par les pompes anti-méphitique ; dans les fosses vétérinaires. Il a fait à son district des aumônes et il a donné un drapeau au bataillon de sainte Opportune, pour se faire des créatures, ce qui lui a réussi. La Polignac lui en a rendu l'argent, par Desmousseau son frere, qui est secrétaire chez cette prostituée. Il a été nommé à la ville provisoirement. On lui a fait prendre un cabriolet, et un cheval que la Polignac a payé. Aujourd'hui il est placé où on le vouloit. C'est un homme comme il n'en faut pas à la municipalité. Il a fait un tour de passe passe à la municipalité provisoire, par un compte rendu, qui est moins que rien ; et cela lui a valu l'estime des jeunes gens qui ne connoissent rien : il a souvent donné des projets dans son district, qui ont été agréés. Il n'en est pas l'auteur, on les doit à M. Boustarel, homme peu connu, mais d'un mérite rare.

#### *Notice de l'Ami du peuple.*

Je déclare que c'est à ma sollicitation que l'Orateur du peuple a parlé des mouchards du maire et du général que j'avois dénoncés dans ma feuille n°. 307. Je les ai dénoncés sur les notes de plusieurs membres de l'assemblée nationale et du comité des recherches. Voulant donner à cette affaire la plus grande publicité, je somme l'Orateur du peuple, de ne point se laisser aller aux propositions que les créatures du maire et du général ne manqueront pas de lui faire pour étouffer le souvenir de ces turpitudes. Je l'engage aussi à bien se donner garde de se présenter en personne au tribunal de police, où les nommés

Louvain, Dubois, Millet et Rouillard, mouchards notés, et soufflés par le général, voudroient l'attirer : car j'apprends à l'instant que l'on a de sinistres projets contre lui. J'invite les vainqueurs de la Bastille, et tous les bons patriotes à se porter aujourd'hui en foule à la ville, pour empêcher les noirs projets des municipaux et de l'état-major parisien contre la liberté de la presse qui les désole, pour confondre leurs mouchards et coupe-jarrêts, pour en demander le supplice.

On dit que l'ami du peuple est aussi assigné, il l'ignore : mais ce qu'il sait très-bien, c'est qu'il ne reconnoît pas le tribunal de police pour juge compétent dans une affaire de cette nature. Si les écrivains patriotes ne doivent compte qu'au tribunal du public, des dénonciations qu'ils croient devoir faire pour le salut du peuple contre ses fonctionnaires ; à plus forte raison n'en doivent-ils aucun des dénonciations qu'ils font contre leurs agens subalternes, leurs satellites, leurs mouchards, leurs coupe-jarrêts.

Pour réduire ce précepte en pratique, l'Ami du peuple dénonce de nouveau le nommé Dumousseau, substitut au tribunal de police, comme patron des mouchards, malgré la parole qu'il avoit donné pendant sa présidence au district de St. Oportune qu'il n'y auroit plus de mouchards. Et comme il est à ce titre juge et partie dans la cause de l'imprimeur des écrivains patriotes, son défenseur doit nécessairement le récuser.

Il doit récuser pareillement le nommé Gravier : d'abord comme juge et partie, car il a été dénoncé par l'Ami et l'Orateur du peuple, pour ses malversations dans la cause de M. Riston. Et puis il doit le récuser comme accapareur de places déclarées incompatibles, et contempteur effronté des décrets équitables de l'assemblée nationale : car ce Gravier est capitaine dans le bataillon de St. Eustache ; il est en outre membre du corps municipal, juge au tribunal de police, et maître des requêtes. En cette dernière qualité, rapporteur dans l'affaire de M. Riston, il a été récusé comme vendu aux conspirateurs Champion et Latour-du-Pin ; et sommé de choisir



entre ces différentes places. Ce misérable a refusé et le tribunal ne l'y a pas contraint.

Le défenseur lui lira donc les articles suivans du décret sur la formation des municipalités, et sommerá le tribunal de police de le faire opter.

« Les citoyens qui occupent des places de judicature ne peuvent être en même-tems membres des corps municipaux ».

« Les citoyens qui occupent des places de judicature ne sont point éligibles tant qu'ils exercent ces fonctions incompatibles avec celles de la municipalité ».

Le même décret déclare également les fonctions de juge et de municipal, incompatibles avec les places de militaires et laisse l'option. Enfin le nommé Gravier est accusé d'avoir fait un faux dans la procédure de M. Riston; ce faux a été dénoncé par M. Riston à la section du sieur Gravier: ce qui l'a empêché d'être élu juge de paix malgré son astuce et ses cabales. S'il est déclaré par la voix publique indigne d'être juge de paix, comment le laisseroit-on juge du tribunal de police?

#### *Avis de l'Ami du peuple.*

On m'écrit que des brouillons du club helvétique cabalent pour l'engager à abandonner le brave Rouillier qui s'est mis à la brèche pour purger cette société des mouchards qui la déshonorent. Quoiqu'il soit bien démontré que l'infâme le Blanc est mouchard par les pièces qu'il portoit sur lui, et par la déclaration du frère de M. Santerre, et que M. Rouillier n'ait besoin que de ces preuves. Si le club helvétique avoit la lâcheté d'abandonner cet honnête citoyen, j'imprimerai le cachet de l'opprobre sur le front de ses membres indignes. Je les connois par leurs noms.

#### *Notice.*

La section du Théâtre François vient de prendre un arrêté fulminant contre les mouchards du maire et du général, avec invitation à toutes les autres sections d'y adhérer.

*Copie de l'acte envoyé à Mlle. Colombe par la  
section Meauconseil.*

Nous soussignés citoyens domiciliés dans la ville de Paris, autorisons et donnons pouvoir à MM. Sergent, électeur de la section de Meauconseil, d'Aubigny, commissaire et électeur de la section des Thuilleries, de rendre plainte tant en notre nom qu'en celui de tous les citoyens qui assistoient avec nous à l'audience du tribunal de police, le lundi 10 du présent mois, par-devant M le procureur-syndic de la commune, contre le Sr. Estienne, partie adverse de la Dlle. Colombe, pour la signification par lui faite au procureur-syndic de la commune, et dans laquelle il s'est permis les calomnies les plus odieuses, et les plus injurieuses contre les citoyens assistans à ladite audience et le faire condamner par le tribunal de police à une réparation publique, une amende au profit des pauvres d'un hôpital et à l'affiche de la sentence. A Paris ce 12 janvier 1791.

Signés, *J. B. Bartivot*, ancien professeur royal de dessin, rue des trois mors; de *Vellesicono*, professeur de la langue françoise, rue des vieilles étuves St. Honoré; *Huot*, mécanicien, rue des vieux Augustins n°. 60.; *Ch. Fouchieux*, avocat, n°. 7 rue Coquillière; *Pouillier*, rue des Ménétriers n°. 16; *Bourdeaux*, rue Montmartre près St. Joseph; *Tallien*, rue de la Perle n°. 17; *Grattepain*, rue Coqueron; *Tomber*, rue neuve des petits champs n°. 143; *Bernard*, rue du Dauphin n°. 8; *Dubois*, rue St. Nicaise, hôtel de Coigny.

*A l'ami du peuple.*

-Vous n'avez pas d'idée, monsieur, du honteux embarras, où le scandale affreux, qu'a répandu l'affaire des mouchards par votre dénonciation, a jetté leurs vertueux patrons, Bailly et Mottié. Ils ne savent quelle contenance tenir depuis qu'ils voyent tout Paris soulevé d'indignation contre des chefs perfides, qui prodiguent à corrompre les citoyens l'argent qui devoit être employé à nourrir les pauvres. Le tribunal de police est dans ses petits souilliers depuis la séance



de lundi dernier. Le procureur-syndic et son substitut, ames damnées du maire et du général, font feu des quatre pieds pour égarer l'opinion publique. Croiriez-vous que ces intrigans, sur lesquels le chef municipal et le chef militaire se reposent, ont formé le beau projet de réveiller cette honteuse affaire, en faisant de nouveau assigner votre imprimeur par d'autres mouchards ; ils comptent qu'elle sera reportée devant eux dans quelques jours. Et pour ne pas manquer leur coup, ils ont engagé (dieu sait comment) le Sr. Mathon, dit de la Varenne, à faire un gros mémoire pour ces mouchards, notés contre les patriotes qui ont fait éclatter leur indignation pendant les trois séances où l'affaire devoit être jugée à la ville. Ils ont encouragé Mathon à déployer toutes les rubriques du palais pour faire passer ces dignes citoyens comme une poignée de factieux. Cela seroit un peu difficile ; depuis les arrêtés glorieux des sections du théâtre-françois et de St. Jacques l'hôpital, auxquels toutes les autres sections s'empresseront sans doute d'adhérer ; car tout Paris jette les hauts cris contre le maire et le général. Jugez de quel œil il verra les manœuvres des meneurs du tribunal de police. L'ambition et la rage peuvent aveugler ces municipaux ; mais le Sr. Mathon est trop adroit pour s'exposer à se faire huer en avançant pareille absurdité. Des citoyens réunis pour défendre leurs droits et leur liberté ne peuvent jamais être des factieux : or, chez un peuple qui a secoué le joug, il n'y a de factieux que ses indignes mandataires vendus au prince, pour rétablir le despotisme, ou cabalant pour accrocher des emplois lucratifs, ou complottant pour soutenir des mouchards. J'ignore le parti que prendra le Sr. Mathon ; mais on assure que son mémoire va être jeté dans le public, et qu'il est tiré à cinquante mille exemplaires. Ainsi voilà au moins dix mille écus au diable pour couvrir les turpitudes de deux fonctionnaires indignes ; mais l'argent ne leur coûte rien. Vous le dirai-je, mon cher Marat, je ne puis me défendre, en finissant ma lettre, d'un sentiment bien douloureux ; pourquoi se trouve-t-il parmi nous si

peu d'hommes intègres, si peu d'hommes d'une vertu à l'épreuve? Mathon de la Varenne s'étoit honoré en prenant la défense de Riston contre d'injustes oppresseurs; le voilà aujourd'hui qui va se couvrir d'opprobre en prenant la défense d'une bande d'infâmes espions contre des écrivains patriotes, défenseurs de la liberté publique: le voilà qui va se prostituer, pour tâcher, à force de calomnies, à faire passer comme factieux le public entier qui demande leur châtiement, leur supplice.

Si Mathon n'a pas encore renoncé à l'honneur, il ne mettra point son mémoire au jour, et il renoncera au salaire de son travail, quelqu'il puisse être; car il n'y trouveroit après tout que l'infamie. Un peu d'or mérite-t-il donc qu'un homme à talens se rende l'objet du mépris, de l'exécration publique.

Signé, A. D. citoyen très-actif.

Paris, ce 18 Janvier 1791.

*A l'Ami du Peuple.*

Je vous annonce pour demain les projets les plus sinistres de la part des municipaux et de l'état-major parisien. Vous savez que le Sr. Mathon de la Varenne, qui ne rougit pas l'année dernière de plaider pour les bourreaux contre les journalistes patriotes, doit aujourd'hui défendre la cause des mouchards contre l'imprimeur de *l'Ami et de l'Orateur du peuple*. Pour se donner un air d'importance, cet petit intrigant a écrit au général qu'il étoit menacé de la lanterne, et le maire, qui a laissé massacrer un boudin, plutôt que commander la troupe, lui a promis une garde d'honneur.

Sachez donc que cet indigne suppôt de la chicane et du despotisme a dit à un citoyen véridique que, si l'auditoire n'étoit pas composé de patriotes renforcés, la cause seroit plaidee à huit clos, et qu'il avoit le mot des juges.

Sachez aussi qu'un membre de l'état-major s'est vanté dans un repas, que si le public croit encore contre les mouchards, la garde enlèveroit tous les citoyens qui oseroient dire un mot à l'audience.

Enfin, sachez que demain le corps de la reserve



ne sera composé que des coupe-jarrets du général, et qu'il leur prodiguera l'argent et le vin pour les engager à faire main-basse sur le public, s'il ose défendre les citoyens qu'on enlèvera; car le général, jouant de son reste, est déterminé à faire couler le sang.

Au nom du ciel, cher Ami du peuple, publiez immédiatement ma lettre, et invitez tout ce qu'il y a de bons patriotes à se porter en foule à la ville, et tous les bataillons, amis de la liberté, à se présenter pour la défendre.

Signé, un citoyen actif de la section du palais-royal. Paris, ce 18 janvier 1791.

*Réponse de l'Ami du peuple.*

Quoiqu'il ne soit pas probable que Mottié soit assez dépourvu de sens pour se porter à des attentats qui le feroient massacrer par la troupe elle-même; il est de la sagesse de prendre les précautions que dicte la prudence. En conséquence j'aime à croire que les gardes nationaux, de service aujourd'hui à la ville, n'oublieront jamais qu'ils sont citoyens et les soldats de la patrie. Je somme ici le maire de faire consigner aujourd'hui dans leur corps de garde toutes les compagnies de la troupe à cheval, sous peine de répondre sur sa tête du désordre qu'elle pourroit causer: or, j'invite tous les bataillons patriotes à envoyer des détachemens à la ville, pour prévenir la guerre civile dont nous menacent les scélérats que nous avons mis à notre tête, et que nous engraissons. Nous invitons les sections du Théâtre françois et de St. Jacques l'hôpital, d'envoyer aujourd'hui une députation à l'audience. Citoyens du courage, et la victoire est à nous. Démasquons sans crainte les agens du despotisme, en attendant que nous les fassions périr.

MARAT, l'Ami du peuple.

---

De l'Imprimerie de MARAT.